

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°02 – février 2024

Sommaire

Le chiffre du mois

Transition Ecologique & Energétique

1. Accord sur la stratégie pour les nouvelles centrales électriques (KWS)
2. Captage et stockage du CO₂ en Allemagne: points clés de la stratégie dévoilés
3. Hydrogène: création d'une *task force* entre l'Allemagne et l'Algérie
4. CCfDs: feu vert de la Commission européenne pour un régime d'aides d'Etat de 4 Mrds d'€

Transports

1. Pas d'effondrement des ventes suite à la fin abrupte du bonus écologique
2. Une loi structurante sur le financement du rail par l'Etat adoptée au Bundestag

Entreprises & International

1. L'enquête de conjoncture de la DIHK montre une situation toujours dégradée pour les entreprises au début 2024

2. Déclaration d'Anvers – 70 PDG européens appellent à un Industrial Deal

3. Le défi de la main d'œuvre pour 3 entreprises types : Bayer, SAP et ZF

4. Expansion de Tesla à Grünheide : les citoyens votent contre

5. ThyssenKrupp prévoit de réduire l'activité de sa division sidérurgique

6. La 13^{ème} conférence interministérielle de l'OMC s'est tenue à Abu Dhabi

7. La directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises fait face à l'opposition du FDP en Allemagne

Numérique & Innovation

1. Microsoft investit 3,2 Mrds d'€ dans ses capacités de calcul en Allemagne

2. Le gouvernement publie sa stratégie pour la politique numérique internationale

3. La start-up française Eskimoz s'implante en Allemagne avec le rachat de Semtrix

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

4 Mrds

La Commission européenne a validé, le 16 février 2024, un régime allemand d'aides d'Etat de 4 Mrds d'€ pour soutenir la décarbonation de certains processus industriels via des « contrats carbone pour différence » (voir article 4).

Transition Ecologique & Energétique

1. Accord sur la stratégie pour les nouvelles centrales électriques (KWS)

Après de longs mois de discussions entre les membres de la coalition, le gouvernement est finalement parvenu, le 5 février, à un accord sur la stratégie pour les nouvelles centrales électriques (*Kraftwerksstrategie*, KWS) fonctionnant dans un premier temps au gaz, puis à l'hydrogène. Cette stratégie vise, parallèlement au développement important des énergies renouvelables, à construire de nouvelles centrales « pilotables » sur le réseau, capables de produire de l'électricité de manière flexible à tout moment. La solution trouvée par le gouvernement repose sur deux étapes successives : (1) Dans un premier temps, de nouvelles capacités de production d'électricité, jusqu'à 4 fois 2,5 GW (soit max. 10 GW), seront soumises aux appels d'offres sur le court terme. Il s'agira de centrales à gaz dites « H2-ready » qui devront passer entièrement à l'hydrogène entre 2035 et 2040, à partir d'une date de transition déterminée en 2032. Dans ces centrales de l'hydrogène « vert », mais également « bleu » (issu du gaz naturel, dont le CO₂ est capté et stocké) pourra être utilisé. (2) Dans un second temps, un marché de capacité sera mis en place d'ici 2028, au plus tard. L'accord trouvé sur la stratégie pour les nouvelles centrales élec-

triques doit être discuté avec la Commission européenne, à Bruxelles, et faire ensuite l'objet d'une consultation publique. (Source : voir le communiqué de presse du [BMWK](#)).

2. Captage et stockage du CO₂ en Allemagne : points clés de la stratégie dévoilés

Le ministre fédéral de l'Économie et de la Protection du Climat, Robert Habeck (Verts), a présenté, le 26 février, les points clés de la stratégie en matière de capture, de stockage et de valorisation du CO₂ (*Carbon management Strategie*), accompagnés d'un projet de loi révisant la loi sur le stockage de dioxyde de carbone (*KSpG*). Cette stratégie, en cours d'élaboration, vise, d'une part, à permettre l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2045 et, d'autre part, maintenir la compétitivité du site industriel allemand. L'Allemagne soutiendra la capture et le stockage du carbone (CCS) pour (i) capter les émissions « très difficiles, voire impossibles à éviter », (ii) de l'industrie (ciment, chaux et secteurs de la chimie) et la gestion des déchets ainsi que (iii) dans la production d'électricité [hydrogène « bleu »]. Le projet de réforme vise ainsi à créer un cadre juridique pour la mise en place d'infrastructures de pipelines de CO₂. Il autorise le stockage *offshore* dans la zone économique exclusive (ZEE) allemande ou sur le plateau continental, dans des limites strictes et à l'exclusion des aires marines protégées. L'Allemagne souhaite maintenant ratifier un amendement au protocole de Londres qui prévoit des exemptions pour le stockage du CO₂. Le stockage *onshore* est toujours exclu. Les points clés de la nouvelle stratégie et le projet de loi feront l'objet d'une concertation interministérielle, pour être ensuite approuvés en Conseil des ministres, avant d'être débattus au Bundestag.

3. Hydrogène : création d'une task force entre l'Allemagne et l'Algérie

Le 8 février 2024, le ministre de l'Économie et de la Protection du Climat et vice-chancelier, Robert Habeck, s'est rendu en Algérie. Sa visite a été l'occasion de signer avec son homologue algérien, Mohamed Arkab, une déclaration d'intention visant la création d'une *task force* hydrogène, dans le cadre du partenariat énergétique existant entre les deux pays : « cette *task force* [...] a pour objectif de promouvoir les conditions cadres pour la production, le stockage et le transport de l'hydrogène vert, ainsi que de ses dérivés » selon le communiqué de presse. À cette rencontre ont également participé des représentants de la Commission européenne et de pays soutenant la création du « SoutH2 Corridor » (Italie, Autriche, Tunisie), projet de gazoduc hydrogène devant relier l'Algérie à l'Allemagne, en passant par la Tunisie, l'Italie et l'Autriche. À terme, l'Algérie aspire à couvrir près de 10 % des besoins de l'Union européenne, d'ici 2040 et ainsi devenir un important producteur d'hydrogène vert. (Source : Communiqué de presse du [BMWK](#)).

4. CCfDs : feu vert de la Commission européenne pour un régime d'aides d'Etat de 4 Mrds d'€

La Commission européenne a approuvé, le 16 février, un régime d'aides d'Etats allemand d'un montant de 4 Mrds d'€ destiné à soutenir les entreprises à décarboner leurs procédés de production industriels. Avec la mise en place d'une première série d'appels d'offres, l'Allemagne pourra subventionner les projets industriels de décarbonation via les « contrats carbone pour différence » (CCfDs - *Klimaschutzverträge*). Les bénéficiaires des mesures seront des entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs soumis au système ETS européen, tels que les secteurs de la chimie, du métal, du verre ou du papier. Pour être éligibles, les projets devront parvenir à une réduction des

émissions de 60 % en 3 ans et de 90 % en 15 ans par rapport aux meilleures technologies conventionnelles disponibles sur la base des valeurs de référence du ETS. Ils seront sélectionnés par un mécanisme d'enchère et seront classés sur la base de deux critères : (i) le montant d'aide demandé le plus faible par tonne d'émissions de CO₂ évitées, et (ii) la vitesse à laquelle les projets peuvent obtenir une réduction significative des émissions de CO₂. Le BMWK prévoit de lancer la première procédure d'appels d'offres dans les prochaines semaines.

Transports

1. Pas d'effondrement des ventes suite à la fin abrupte du bonus écologique

Le 6 février, les chiffres des ventes de véhicules 100 % électriques en janvier 2024 ont été publiés. Ces données mensuelles étaient particulièrement attendues ce mois-ci, le bonus écologique (*Umweltbonus*) ayant été interrompu brutalement le 18 décembre 2023, dans un contexte de crise budgétaire. 22 414 voitures neuves 100 % électriques ont été immatriculées en Allemagne en janvier (10,5 % des nouvelles immatriculations). Cela représente une diminution par rapport à décembre 2023 (54 654 voitures vendues, 22,5 % des nouvelles immatriculations), mais également une augmentation par rapport à janvier 2023 (18 131 voitures vendues, 10,1 % des nouvelles immatriculations). Si l'on observe une chute des ventes, l'effet n'est pas sensiblement supérieur à celui provoqué par les précédentes réformes du bonus écologique : baisse des aides et suppression de l'éligibilité des véhicules plug-in hybrides en janvier 2023, suppression de l'éligibilité pour les flottes d'entreprises en septembre 2023. La presse ne semble donc pas spécialement inquiète de ces nouveaux chiffres et retient surtout l'augmentation par rapport à janvier 2023, bien que le think-tank *Agora Verkehrswende* rappelle que pour atteindre 15 M de VE sur les routes en

2030, objectif que s'est fixé le gouvernement, une moyenne de 5 500 nouvelles immatriculations par jour sera nécessaire, contre 725 ce mois-ci.

2. Une loi structurante sur le financement du rail par l'Etat adoptée au Bundestag

Une réforme de la Loi fédérale sur la construction des voies ferrées (*Bundesschienebaugesetz-BSWAG*) a été adoptée au Bundestag le 22 février. Cette loi constitue la base juridique des investissements sur les 34 000 km du réseau ferroviaire fédéral. Depuis le 21 septembre 2023, cette réforme, visant à remodeler la BSWAG pour élargir le périmètre d'investissement direct de l'Etat dans le réseau (certains frais de maintenance, numérisation, accessibilité, gares) connaissait des débats difficiles au Bundestag. Portée par le ministre des Transports Volker Wissing (FDP), dont le parti a fait l'orthodoxie en matière de finances publiques un marqueur fort, cette réforme expansionniste rencontrait un certain scepticisme en Commission du Budget, notamment de la part des députés du parti du ministre, tandis que les Verts et le SPD se montraient satisfaits. Cette adoption au Bundestag ouvre maintenant la voie à un examen très incertain au Bundesrat, les Länder craignant que cette loi fédérale ne leur impose d'importants nouveaux postes de dépenses.

Entreprises & International

1. L'enquête de conjoncture de la DIHK montre une situation toujours dégradée pour les entreprises au début 2024

La situation économique en Allemagne continue de se détériorer selon l'enquête de la fédération des Chambre de Commerce et d'Industrie Allemande (DIHK) pour le début de l'année 2024, à laquelle ont participé plus de 27 000 entreprises. La morosité générale persiste, bien que le commerce international ne se porte pas aussi mal que prévu, notamment pour les grandes entreprises actives à l'international qui affichent des résultats meilleurs qu'escomptés. Ainsi 35% des entreprises anticipent une détérioration de leur situation dans les douze prochains mois et la DIHK prévoit un nouveau recul de 0,5% de la performance économique en 2024 après une année 2023 déjà en recul.

Les défis structurels identifiés sont liés aux prix de l'énergie et des matières premières (pour 60% des répondants), au manque de main-d'œuvre qualifiée (pour 56% des sondés), à la demande intérieure (55%) et aux coûts du travail (53%). Les perspectives d'investissement demeurent faibles, en particulier sur le marché intérieur. Les entreprises expriment par ailleurs leur inquiétude face à une bureaucratie croissante, à la réglementation excessive et au manque d'impulsion de la politique économique.

2. Déclaration d'Anvers – 70 PDG européens appellent à un Industrial Deal

La déclaration d'Anvers, validée par plus de 70 PDG européens, dont un nombre significatif est allemand, met en lumière les préoccupations de l'industrie face à la concurrence internationale, en particulier des États-Unis et de la Chine. Ils appellent à un nouveau pacte pour l'industrie (« Industrial Deal ») au sein de l'UE, mettant en avant la nécessité d'une action rapide pour

renforcer la compétitivité industrielle européenne.

Des dirigeants allemands d'entreprises énérgo-intensives, en particulier les chimistes telles que BASF, Evonik, Covestro, Bayer, ainsi que des sidérurgistes et des cimentiers tels que Heidelberg Materials se sont réunis mardi 20 février à Anvers pour présenter cette initiative. Ils insistent sur le besoin de corriger les réglementations européennes existantes pour les rendre moins contraignantes, tout en soutenant les objectifs du Green Deal de l'UE en matière de décarbonation.

Les PDG demandent également une modération dans la législation de l'UE, appelant à éviter les règles trop prescriptives et à favoriser l'esprit d'entreprise. Ils soulignent l'importance de maintenir des prix de l'énergie compétitifs par rapport au niveau international pour assurer la compétitivité de l'industrie européenne.

Bien que la déclaration puisse susciter des critiques, notamment de la part des associations environnementales, les entreprises insistent sur le besoin d'une approche équilibrée pour garantir à la fois la prospérité économique et la protection de l'environnement.

3. Le défi de la main d'œuvre pour 3 entreprises types : Bayer, SAP et ZF

Les entreprises allemandes sont confrontées à des défis en matière de personnel, avec des problèmes spécifiques liés à l'adaptation de leurs effectifs aux évolutions du marché. ZF, SAP et Bayer montrent un aperçu des difficultés et stratégies mises en place.

Chez Bayer, le nouveau président de Bayer, Bill Anderson, est confronté au défi d'améliorer la performance opérationnelle du groupe tout en réduisant son endettement élevé et en répondant aux plaintes concernant le glyphosate aux États-Unis. Pour cela, B. Anderson propose une nouvelle organisation révolutionnaire, appelée "Dynamic Shared Ownership", visant à diviser par deux le nombre de niveaux hiérarchiques et à permettre aux équipes de prendre des décisions autonomes pour

gagner en rapidité. Cependant, cette transformation comporte des risques, notamment celui de ne pas être adoptée par l'ensemble du personnel.

Chez SAP, malgré des résultats financiers prometteurs pour 2023, le président Christian Klein a annoncé la suppression de 8 000 postes, soulignant la nécessité d'investir massivement dans la croissance future de l'entreprise. La transition vers l'IA et le cloud computing est cruciale pour SAP. Pour cela, l'entreprise restructure ses activités liées au service client et déploie des équipes spécialisées pour suivre de près l'utilisation des produits cloud par les clients, offrant une assistance ciblée - tout en investissant dans le développement d'applications d'IA basées sur le cloud. Il s'agit toutefois de la deuxième restructuration en deux ans, ce qui suscite des inquiétudes au sein du personnel (plus de 5000 salariés expriment leur frustration face à l'incertitude persistante concernant leurs rôles, leurs primes et la sécurité de l'emploi).

Chez ZF, il s'agit de s'adapter à l'évolution du marché automobile en se positionnant dans les domaines de la conduite électrique et automatisée. Malgré des acquisitions majeures, l'entreprise est confrontée à une dette importante et à des frais d'intérêt croissants, nécessitant des mesures pour réduire les coûts et les effectifs. Pour cela, ZF a lancé un accord collectif de transformation pour développer une vision claire pour chaque site, en mettant l'accent sur les objectifs de rendement et technologies émergentes, ce qui pourrait réduire le besoin en main-d'œuvre. Les réductions d'effectifs suscitent des tensions, en particulier à l'usine de Gelsenkirchen-Schalke, confrontée à une fermeture imminente.

4. Expansion de Tesla à Grünheide : les citoyens votent contre

Les habitants de Grünheide, près de Berlin, ont majoritairement rejeté les plans d'expansion de l'usine du constructeur automobile américain Tesla lors d'une consultation (3499 ont voté contre l'expansion, tandis que 1882 ont voté en faveur). Bien que le vote ne soit pas contraignant, il constitue un indicateur important, avec une participation de plus de 70%. Les autorités locales de Grünheide doivent maintenant prendre une décision sur le plan d'urbanisme, et le comité financier du parlement régional doit également approuver la vente du terrain.

Tesla prévoit d'ajouter un terminal de fret, des entrepôts et une crèche sur environ 170 hectares supplémentaires adjacents aux 300 hectares de son site existant, nécessitant la déforestation de plus de 100 hectares. Cette expansion est contestée depuis plusieurs mois, notamment par des écologistes et des groupes citoyens, en raison de préoccupations environnementales, notamment la localisation de certaines zones dans des zones de protection des eaux.

Malgré les protestations, Tesla souligne les avantages du projet pour la région, notamment en termes de logistique et de meilleure sécurité d'approvisionnement (le site existant avait été obligé de suspendre ses activités pendant 2 semaines en février suite aux difficultés d'acheminement de certains intrants via la Mer rouge en raison des attaques de milices houthis). L'entreprise envisage également d'augmenter la capacité de production de son usine existante pour atteindre un objectif de production annuelle d'un million de véhicules, par rapport aux 500 000 véhicules actuels.

5. ThyssenKrupp prévoit de réduire l'activité de sa division sidérurgique

Le groupe industriel ThyssenKrupp prépare une restructuration de sa filiale sidérurgique en raison de l'atonie de la demande et des coûts de l'énergie.

ThyssenKrupp Steel est le leader de l'acier en Allemagne, devant Arcelor-Mittal et Salzgitter. Ses usines peuvent produire environ 11,5 millions de tonnes de ce matériau par an, mais en raison de la faible demande, le taux d'utilisation des capacités n'est que de 78%. Dans ce contexte, la fermeture d'au moins un haut fourneau et de deux laminoirs est en cours de discussion sur le site de Duisbourg, ce qui pourrait mettre en péril un emploi sur cinq sur les 27000 existants. Avec cette restructuration, le groupe de la Ruhr entame le plus grand tournant de l'industrie sidérurgique allemande depuis la fusion de Thyssen et Krupp il y a plus de vingt ans.

6. La 13^{ème} conférence interministérielle de l'OMC s'est tenue à Abu Dhabi

Le secrétaire d'Etat au ministère de l'économie et de la protection du climat (BMWK) Udo Philipp a participé pour l'Allemagne à la 13^{ème} conférence interministérielle de l'OMC, du 26 au 29 février à Abu Dhabi. Dans un contexte géopolitique qualifié de difficile par le BMWK, l'Allemagne a défendu le multilatéralisme et l'ouverture des marchés.

La conférence a notamment porté sur la manière de rendre opérant le mécanisme de règlement des différends ; les enjeux contemporains du commerce et les mesures à mettre en œuvre pour assurer le *level-playing field* et mieux lutter contre les pratiques commerciales déloyales. Elle a également placé les négociations sur les subventions à la pêche à l'agenda et a permis la prolongation du moratoire tarifaire sur le commerce électronique.

7. La directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises fait face à l'opposition du FDP en Allemagne

Les Etats Membres ne sont pour le moment pas parvenus à un accord sur la proposition de directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises (Corporate sustainability due diligence). Cette directive prévoit notamment que les grandes entreprises soient « *tenuës de recenser et, le cas échéant, de prévenir, d'éliminer ou d'atténuer les incidences négatives de leurs activités sur les droits de l'homme, tels que le travail des enfants et l'exploitation des travailleurs, et sur l'environnement – par exemple, la pollution et la perte de biodiversité* » (source : Représentation de la Commission en France).

En Allemagne, qui dispose d'une loi nationale sur la question (*Lieferkettengesetz*) depuis 2021, le ministre des Finances Lindner et le ministre de la Justice Buschmann (FDP) ont fait savoir dans une lettre qu'ils ne pouvaient pas soutenir le résultat des discussions entre la Commission, le Parlement et les États membres sur le devoir de vigilance, ce qui se traduirait par une abstention en cas de vote. Le FDP juge notamment la directive disproportionnée, soulignant son impact négatif sur les PME. Les fédérations d'entreprises ont également dénoncé l'accord trouvé en trilogue en décembre. Les présidents de plusieurs fédérations d'entreprises (BDI, BDA, DIHK, ZDH) ont adressé mi-janvier une lettre au Chancelier Scholz lui demandant de ne pas approuver la directive CS3D. Huit associations (dont la fédération du commerce extérieur, Gesamtmetall, Familienunternehmen und Politik, et la fédération de l'industrie chimique) ont publié le 13 février un nouveau communiqué rejetant la directive dans sa forme actuelle.

Numérique & Innovation

1. Microsoft investit 3,2 Mrds d'€ dans ses capacités de calcul en Allemagne

Microsoft prévoit le plus gros investissement de l'histoire de l'entreprise sur le site allemand : l'éditeur de logiciels a annoncé jeudi vouloir développer son infrastructure pour le cloud et l'intelligence artificielle au cours des deux prochaines années en investissant 3,2 Mrds d'€. L'objectif est de doubler les capacités de calcul en Allemagne, a expliqué le groupe. « Nous sommes très impressionnés par la forte augmentation de la demande de services d'intelligence artificielle dans des secteurs importants de l'économie allemande », a déclaré le top manager Brad Smith dans un entretien avec le Handelsblatt. En outre, un programme de formation continue est prévu pour fournir des « compétences numériques » à 1,2 million de personnes. Une partie de ce programme consisterait en un certificat professionnel en IA générative, capable de traiter la parole, les images et le code de programmation. Le chancelier fédéral Olaf Scholz (SPD) a qualifié l'investissement de "très bonne nouvelle", qui montre l'attractivité du site et la confiance des investisseurs en l'Allemagne. Les investissements visent Francfort, capitale des centres de données en Allemagne, et le bassin minier-Rhénan, situé entre Cologne et Aix-La-Chapelle, où les groupes industriels investissent massivement dans la numérisation (Bayer et Covestro). Microsoft a également expliqué cet investissement par la demande supérieure à la moyenne en matière d'IA en Allemagne.

2. Le gouvernement publie sa stratégie pour la politique numérique internationale

Le gouvernement allemand entame un tournant dans son engagement international avec la publication de cette stratégie reposant sur neuf principes d'actions pour mieux coordonner les pro-

jets mondiaux de politiques numériques. L'objectif est de servir de boussole commune pour une politique cohérente et active sur le numérique. Elle doit positionner l'Allemagne comme site de haute technologie mondialisé engagé en faveur d'un ordre numérique pour la démocratie, la liberté, et la prospérité garantissant la durabilité et la résilience. En tant que chef de file du numérique international, le ministère du Numérique et des Transports (BMDV) va intensifier ses discussions avec les Etats africains et créer davantage de postes à la représentation permanente des Nations Unies, où les consultations sur le Pacte numérique mondial ont débuté en février.

3. La start-up française Eskimoz s'implante en Allemagne avec le rachat de Semtrix

Eskimoz, spécialiste de la pub digitale, a annoncé fin février acquérir l'allemand Semtrix, agence basée à Dusseldorf, forte de 400 clients et 50 collaborateurs. Après l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne, le français Eskimoz continue à se déployer à l'international. Eskimoz compte désormais un millier de clients dans des secteurs diversifiés, allant de l'industrie du luxe en passant par la tech ou encore l'immobilier. Le groupe, qui compte 200 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 30 M d'€ en 2023, en augmentation de 50 % par rapport à l'année précédente. Pour 2024, il prévoit de réaliser une croissance organique de 20 % à l'échelle du groupe, faisant passer le chiffre d'affaires de 30 à 36 M d'€. En parallèle, Eskimoz souhaite recruter plus de 40 nouveaux collaborateurs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédacteurs : Stéphanie JALLET, Antoine LECLERCQ, Adèle BESSOULE, Louca DERVILLE, Esther GOREICHY, Ahlam EL AHMAR, Elsa BELLI

Relecteurs : Willy BREDA, Bertrand LE TALLEC

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr